

CONTRIBUTION DES AGENTS DE DIRECTION UNSA RSI CAD ET SNAD MSA

NOTE RELATIVE A LA MESURE DE LA REPRESENTATIVITE SYNDICALE DES AGENTS DE DIRECTION DES ORGANISMES DE PROTECTION SOCIALE

Les dispositifs prévus dans le texte actuel de la Loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail ont omis de prendre en considération les agents de direction des organismes de sécurité sociale, qui constituent des branches reconnues comme mono-entreprises par le Haut Conseil du Dialogue Social et disposant d'une convention collective spéciale, conformément aux termes de l'article 123-2 du Code de la sécurité sociale, telles que le Régime Social Indépendant et la Mutualité Sociale Agricole.

En effet, la loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail a défini les critères de représentativité syndicale des salariés, en distinguant dans les articles L-2122 (et suivants) du Code du Travail, plusieurs niveaux pour le calcul de l'audience :

- au niveau de l'entreprise et l'établissement
- au niveau du groupe
- au niveau de la branche professionnelle
- au niveau national et interprofessionnel,

et prévoyant également des mesures particulières pour les très petites entreprises (<11 salariés).

Rien n'est à ce jour prévu pour la catégorie spécifique des agents de direction des régimes de sécurité sociale, constituant des branches reconnues comme mono-entreprises par le Haut Conseil du Dialogue Social et disposant d'une convention collective spécifique prévue par la Loi (Article L123-2 et L123-2-1 du Code de la Sécurité Sociale).

En effet, les agents de direction ne participent pas aux élections des institutions représentatives du personnel et ne présentent aucun candidat en raison du risque de conflit d'intérêts qui pourrait être induit par la situation hiérarchique supérieure des agents de direction vis-à-vis des employés et cadres que ces mêmes instances représentatives du personnel ont vocation à défendre.

En particulier, sur le plan juridique, au sein de ces organisations, les directeurs ou directeurs adjoints en charge des ressources humaines sont amenés à présider le Comité d'Entreprise. En conséquence, ils ne disposent pas du droit de vote aux élections aux instances représentatives du personnel (IRP), compte tenu du risque de conflits d'intérêts qu'un tel droit engendrerait lors des négociations.

Or, c'est bien sur ce critère (l'audience lors des élections aux IRP) qu'est calculée la représentativité syndicale au sein des branches.

Cette absence de prise en considération des agents de direction risque de déboucher dans les prochains mois sur une situation extrêmement problématique, dans la mesure où des négociations de branche sont prévues sur leurs conventions collectives spécifiques, et que sans changement de la Loi de 2008, les agents de direction ne pourraient y participer. Une telle atteinte à la démocratie sociale doit donc être corrigée.

Dans ce contexte, une mesure d'audience des organisations syndicales représentatives des agents de direction doit être organisée au niveau national dans le cadre d'élections auxquelles ils participent et lors desquelles ils déterminent leurs représentants syndicaux. Il s'agit en l'occurrence des élections aux commissions de discipline prévues à l'article R123-51 du Code de la Sécurité Sociale.

➤ **Proposition d'aménagement législatif**

Dans le Code du travail, Deuxième Partie, Livre Ier, Titre II, Chapitre 2 :

Section additionnelle après la section 4 bis

« Pour les agents de direction des organismes de protection sociale qui disposent d'une convention collective spécifique en application de l'article L123-2 du Code de la Sécurité Sociale, la représentativité syndicale est établie selon les conditions prévues à l'article L2122-5 du Code du Travail.

Le seuil fixé au 3° de l'article L2122-5 du Code du Travail est apprécié au regard des suffrages exprimés aux élections des commissions instituées au sens de l'article R123-51 du Code de la Sécurité Sociale. »